

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre

Bourges, le 17/03/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 22/02/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **ITM LOGISTIQUE ALIMENTAIRE INTERNATIONAL**

Parc d'Activités de la Voie Romaine  
Rue Ferdinand de Lesseps-ZAC l'Echangeur  
18000 BOURGES

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/02/2022 dans l'établissement ITM LOGISTIQUE ALIMENTAIRE INTERNATIONAL implanté Parc d'Activités de la Voie Romaine Rue Ferdinand de Lesseps-ZAC l'Echangeur 18000 BOURGES. L'inspection a été annoncée le 28/01/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ITM LOGISTIQUE ALIMENTAIRE INTERNATIONAL
- Parc d'Activités de la Voie Romaine Rue Ferdinand de Lesseps-ZAC l'Echangeur 18000 BOURGES
- Code AIOT dans GUN : 0010012327
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

La société ITM LAI a été autorisée à exploiter une plate-forme logistique par l'arrêté préfectoral n° 2005-DDCSPP-105 du 25 juin 2015, modifié par les arrêtés préfectoraux n° 2017-DDCSPP-025 du 15 février 2017 et n° 2021-1066 du 21 septembre 2021. Le site est sous le régime de l'autorisation pour la rubrique 1450 (solides facilement inflammables) et sous le régime de l'enregistrement pour les rubriques 1510 (entrepôts couverts) et 2220 (préparation ou conservation de produits alimentaires d'origine végétale, par cuisson, appertisation, surgélation).

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- exercice de mise en oeuvre du POI
- état des stocks

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'Inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante.

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Rédaction d'un POI	Arrêté Préfectoral du 25/06/2015, article 7.7.8.2	/	Sans objet

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Contenu et mise en œuvre du POI	Arrêté Préfectoral du 25/06/2015, article 7.7.8.2	/	Sans objet
Disponibilité de l'exemplaire papier du POI	Arrêté Préfectoral du 25/06/2015, article 7.7.8.2	/	Sans objet
Procédure du POI	Arrêté Préfectoral du 25/06/2015, article 7.7.8.2	/	Sans objet
Fréquence des exercices POI	Arrêté Préfectoral du 25/06/2015, article 7.7.8.2	/	Sans objet
Etat des stocks des matières stockées	Arrêté Préfectoral du 25/06/2015, article 1.2.1	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans le tableau ci-dessus.

### 2-4) Fiches de constats

#### Nom du point de contrôle : Rédaction d'un POI

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/06/2015, article 7.7.8.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, POI
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant doit établir un Plan d'Opération Interne (P.O.I.) sur la base des risques et moyens d'intervention nécessaires analysés pour un certain nombre de scénarii dans l'étude de dangers avant la mise en service de l'établissement. Il est remis à jour tous les 3 ans, ainsi qu'à chaque modification notable et en particulier avant la mise en service de toute nouvelle installation ayant modifié les risques existants.
<b>Constats :</b> Pas de non-respect constaté.
<b>Observations :</b> La dernière mise à jour du POI date du 25 mai 2021 (version 6). La trame nationale du groupe ITM a été modifiée et plusieurs paragraphes ont été modifiés. La précédente version datait du 18 décembre 2019 : l'échéance triennale de mise à jour est respectée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Contenu et mise en œuvre du POI**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/06/2015, article 7.7.8.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, POI
<b>Prescription contrôlée :</b> Le P.O.I. définit les mesures d'organisation, notamment la mise en place d'un poste de commandement et les moyens afférents, les méthodes d'intervention et les moyens nécessaires à mettre en œuvre en cas d'accident en vue de protéger le personnel, les populations et l'environnement. Il prévoit notamment l'information du gestionnaire de l'autoroute A71 en cas de sinistre impactant la visibilité.
<b>Constats :</b> Pas de non-respect constaté.
<b>Observations :</b> Le POI comporte les mesures prescrites.  Lors de l'exercice de mise en œuvre du POI du 22 février 2022, l'inspection a constaté : <ul style="list-style-type: none"><li>- le respect du schéma d'alerte en période de pleine exploitation ;</li><li>- la rapidité de réaction du gardien et son efficacité dans la réalisation de ses missions ;</li><li>- la régulation de la circulation à l'entrée du site ;</li><li>- la bonne transmission des informations aux pompiers ;</li><li>- la bonne réactivité de l'exploitant aux demandes des pompiers.</li></ul> Il est proposé à l'exploitant d'optimiser l'organisation de l'alerte lors du déclenchement du POI pour être plus rapide et efficace : <ul style="list-style-type: none"><li>- augmentation du nombre de personnes chargées de téléphoner et d'envoyer les confirmations écrites,</li><li>- préparation du contenu du message à lire dans un langage courant (alerte incendie au lieu de POI)</li><li>- meilleure communication et concertation entre les acteurs (rendre compte des actions réalisées),</li><li>- utilisation systématique des outils présents dans le POI (fiches F2 et D4 notamment).</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Disponibilité de l'exemplaire papier du POI**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/06/2015, article 7.7.8.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, POI
<b>Prescription contrôlée :</b> Un exemplaire du P.O.I. doit être disponible en permanence sur l'emplacement prévu pour y installer le poste de commandement.
<b>Constats :</b> Pas de non-respect constaté.
<b>Observations :</b> Il a été constaté la présence d'un exemplaire du POI au poste de garde, lieu défini pour établir le poste de commandement.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Procédure du POI**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/06/2015, article 7.7.8.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, POI
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant doit élaborer et mettre en œuvre une procédure écrite, et mettre en place les moyens humains et matériels pour garantir la recherche systématique d'améliorations des dispositions du P.O.I. ; cela inclut notamment : <ul style="list-style-type: none"><li>- l'organisation de tests périodiques (au moins annuels) du dispositif et/ou des moyens d'intervention,</li><li>- la formation du personnel intervenant,</li><li>- l'analyse des enseignements à tirer de ces exercices et formations,</li><li>- la prise en compte des résultats de l'actualisation de l'étude de dangers ;</li><li>- la revue périodique et systématique de la validité du contenu du P.O.I., qui peut être coordonnée avec les actions citées ci-dessus,</li><li>- la mise à jour systématique du P.O.I. en fonction de l'usure de son contenu ou des améliorations décidées.</li></ul>
<b>Constats :</b> Pas de non-respect constaté.
<b>Observations :</b> L'exploitant a présenté le référentiel "santé et sécurité au travail" (version janvier 2022) élaboré par le groupe ITM LAI, applicable à tous les entrepôts du groupe (version janvier 2022). Il définit notamment les conditions de mise en œuvre du POI (contenu, révision, formation des acteurs, exercices...). Dans ce cadre, l'établissement de Bourges est audité annuellement de manière inopinée (le dernier a eu lieu le 7 et 8 juillet 2021).  L'exploitant a indiqué que le groupe ITM impose à toutes les bases logistiques, annuellement, une sensibilisation de tous les acteurs du POI ainsi qu'un exercice. Des formations ont été réalisées entre le 27 mai et le 15 juin 2021, dont le directeur d'établissement arrivé en juin dernier (justificatifs présentés).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Fréquence des exercices POI**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/06/2015, article 7.7.8.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, POI
<b>Prescription contrôlée :</b> Des exercices réguliers sont réalisés pour tester le P.O.I.. Ces exercices doivent avoir lieu régulièrement et en tout état de cause au moins une fois tous les trois ans, et après chaque changement important des installations ou de l'organisation.
<b>Constats :</b> Pas de non-respect constaté.
<b>Observations :</b> Le précédent exercice POI en présence du SDIS a eu lieu le 15 mai 2019. L'exploitant a précisé effectuer 3 exercices d'évacuation du personnel par an.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Etat des stocks des matières stockées

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/06/2015, article 1.2.1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Etat des stocks
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant doit être en mesure de présenter un état complet des stocks présents dans l'entrepôt. L'exploitant doit également être en mesure de fournir les quantités stockées de produits par rubrique ICPE.
<b>Constats :</b> Pas de non-respect constaté.
<b>Observations :</b> L'exploitant a indiqué que les stocks sont gérés grâce au logiciel « NOMEREF », commun à toutes les plateformes logistiques du groupe ITM LAI. L'affichage est réalisé sous forme de diagrammes montrant le taux de remplissage pour chaque rubrique. À partir de chaque rubrique, il est possible d'afficher l'ensemble des références produits concernées et les FDS associées. L'exploitant a précisé que l'accès aux FDS est possible aussi grâce au site Internet Quick FDS. L'état des stocks est envoyé par mail automatiquement à 8h au directeur d'établissement, à la responsable QHSE, au responsable technique et à l'assistant prévention sécurité. En cas de dépassement du seuil de 90 % de remplissage, une alerte est mentionnée (courriel du jour vu).  L'exploitant a fourni l'état des stocks de l'ensemble des produits entreposés dans ses installations, par rubrique de la nomenclature des installations classées. Les quantités maximales prescrites ne sont pas dépassées.  En cas de coupure électrique, un groupe électrogène est présent, permettant notamment le maintien du réseau informatique. De plus, toutes les bases logistiques du groupe ITM LAI ont accès à l'état des stocks des autres bases, ainsi que le responsable qualité national.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet